

## Plan de prévention des risques littoraux

### "Gravelines – Oye-Plage"

Comité de Concertation : réunion du 16 mars 2012  
Oye-Plage - Salle Dolto

M. Majewicz, mairie de Oye-Plage, débute la réunion en précisant qu'une réunion publique s'est déroulée le 15 mars 2012 sur le risque submersion marine ; Mme la Sous-Préfète remercie l'ensemble des participants et rappelle brièvement le contexte d'élaboration du plan de prévention des risques littoraux (P.P.R.L.).

Ph. Lalart, Directeur départemental des Territoires et de la Mer – Nord (DDTM59) lance la démarche du plan de prévention des risques littoraux (P.P.R.L.) après un tour de table de présentation. Il précise également les raisons de sa présence : en rappelant que le PPRL "Gravelines – Oye-Plage" est interdépartemental et la DDTM59 en assure le pilotage.

La présentation se décompose en 4 sujets :

- Avancement actuel de la démarche,
- Gestion des risques naturels,
- Élaboration du PPRL,
- Prochaines échéances.

#### Avancement actuel de la démarche

La submersion marine est expliquée avec différentes cartes : présentation du phénomène, le temps de propagation de cette onde, profils en long montrant la dynamique du phénomène.

S. Delcambre rappelle le projet de doctrine transmis aux maires en accompagnement des cartes d'aléas pour l'instruction des actes d'urbanisme et pour laquelle toutes les remarques de difficulté d'application sont les bienvenues.

A l'issue de cette première partie, les remarques ou questionnements suivants apparaissent :

❶- M.Engrand, maire de Saint-Folquin, s'interroge sur les différences de couleur entre les cartes d'aléa et celle des hauteurs d'eau présentées en séance.

M. Cousin répond qu'il n'existe aucune corrélation entre ces deux cartes ; elles facilitent

simplement la lecture des différents documents.

❷- M. Vermersch, adjoint au maire de Oye-Plage, s'interroge sur le fait que le site du Centre Nucléaire de Production d'Electricité (CNPE) ne soit pas impacté par la submersion marine.

M. Hénique répond que le site est à l'abri de ce phénomène sur la base des différentes simulations du BE (débordement, rupture du cordon dunaire).

❸- M. Sename, président de l'ADELFA, précise que le CNPE est effectivement un enjeu important mais qu'il existe également des populations aux alentours. Il s'interroge sur le fait de ne pas avoir une vision d'ensemble des phénomènes.

M. Hénique répond qu'il y a effectivement différentes études en cours compte tenu de la complexité de chacun des sujets. Il précise que parallèlement au PPRL, l'étude réalisée sur les zones basses des waterings se termine et elle sera prochainement diffusée.

❹- M. Leuregans, ville de Gravelines, s'interroge sur la différence d'approche sur les aléas entre l'étude DHI et celle réalisée par le CNPE.

M. Hénique acte que la DREAL a bien reçu le courrier. Il précise qu'un contact sera pris entre M. le maire de Gravelines et M. Pascal, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement. Un compte-rendu sera établi et diffusé lors de la prochaine réunion du Comité de Concertation (COCON).

### Gestion des risques naturels

O. Cousin présente ensuite ce qu'est un risque (croisement aléa-enjeux). Il rappelle ensuite ce que ce sont les 4 piliers de la gestion du risque (information, protection, prévention et gestion de crise). Il termine par ce qu'est un PPRL et les objectifs attendus.

G. Doligez présente ensuite la vigilance météorologique et son extension au phénomène de submersion marine.

❶- G. Galvez, Communauté Urbaine de Dunkerque, précise que la demande des collectivités porte également sur la communication des hauteurs d'eau en cotes NGF.

G. Doligez précise qu'il existe deux bulletins différents : le premier à destination du grand public, le second à destination de la Préfecture. C'est dans ce second que figurent les informations à destination des élus.

O. Cousin rappelle que le premier bulletin, destiné du grand public, a surtout vocation à rendre lisibles et applicables les consignes permettant d'adopter les comportements adéquats en cas de survenance de la situation de crise, comme, par exemple, une mise en sécurité à l'étage.

❷- M. Loeuilleux, Responsable des Services Techniques de Grand-Fort-Philippe, demande le lien existant entre la prévention et le renforcement des ouvrages de protection.

M. Lalart précise que le plan de prévention des risques littoraux n'a pas pour but de renforcer les ouvrages mais de maîtriser l'urbanisation des territoires à risques.

❸- Mme Haegeman, association « Les Ecardiens », demande les actions à mettre en oeuvre pour protéger le cordon dunaire.

Mme la Sous-Préfète rappelle qu'une réflexion est en cours sur la dune et que des crédits d'étude sont prévus. Ces études devraient démarrer très prochainement.

④- M. Vermersch, adjoint au maire de Oye-Plage, demande comment est activé le plan communal de sauvegarde en cas de vigilance rouge.

M. Lalart précise que c'est de la décision du Préfet avec assistance de la DREAL et des DDTM.

Mme la Sous-Préfète rappelle l'importance de la formalisation et de l'actualisation de ces plans communaux de sauvegarde.

⑤- M. Leuregans, ville de Gravelines, souhaite savoir si des dispositions seront prises en compte dans le cadre du plan ORSEC.

M. Manier, Secrétaire Général de la Sous-Préfecture de Saint-Omer, précise que ces dispositions seront bien incluses dans le plan ORSEC mais précise bien sur que les altitudes prises en compte seront différentes le long du littoral du Nord Pas-de-Calais.

Il précise également que le plan ORSEC concerne des phénomènes de grande ampleur et que l'utilité et la nécessité des PCS restent prégnantes pour fournir aux décideurs locaux tous éléments de décision et d'organisation.

⑥- M. Sename, président de l'ADELFA, demande si les travaux réalisés sur la dune des Escardines ne vont engendrer de nouveaux trajets pour les courants.

N. Lepenne, DDTM62, précise que l'étude d'impact réalisée dans le cadre du projet « Port de Calais 2015 » ne montre ni la dégradation du trait de côte ni l'érosion du littoral. Cette étude d'impact est disponible sur simple demande. L'Etat n'est pas maître d'ouvrage de ce projet.

Les techniques douces expérimentales (pieux, casiers, ganivelles...) mises en place sur la plage du Platier d'Oye ont pour but de réduire l'érosion du cordon dunaire. Ces travaux sont réalisés par la Communauté de Communes de la Région d'Audruicq (CCRA).

⑦-M. Majewicz, mairie de Oye-Plage, pose la question de la reconstruction après destruction non liée à un phénomène de submersion marine.

J.Hénique rappelle que c'est le règlement du PPRL qui définira cette possibilité. Il explique que l'orientation générale qui pourrait guider la réflexion pourrait être de faire en sorte que la reconstruction intègre l'exposition au risque pour en réduire les effets.

⑧-Mme Haegeman, association « Les Ecardiens », demande quelle serait l'indemnisation après sinistre lié à un phénomène de submersion marine.

J. Hénique précise qu'un dossier de reconnaissance de catastrophe naturelle serait déposé en Préfecture. Si le bien est détruit à au moins 50%, l'indemnisation serait basée sur l'estimation des Domaines sans prise en compte du risque.

### Élaboration du PPRL - Prochaines échéances

Est ensuite présentée la méthode d'élaboration du PPRL, et les phases relatives à l'association et la concertation qui seront mises en place.

O. Cousin présente ensuite les prochaines échéances du PPRL. Il précise que la DDTM élabore un marché pour le choix d'un BE spécialisé ayant des compétences en gestion du risque, urbanisme et communication.

Ph. Parent précise que l'institution interdépartementale travaille actuellement sur la

gestion des ouvrages hydrauliques et leur sécurité.

❶- Mme Haegeman, association « Les Ecardiens », demande quelles sont les possibilités d'équiper et de protéger les habitations légères (maisons plein-pied).

S. Delcambre précise, que les éléments techniques connus à ce jour ne permettent pas de déterminer le caractère suffisant ou non ni la nature des travaux de renforcement qui pourraient assurer cette protection. et qu'il sera donc nécessaire d'attendre l'avancement des études menées dans le cadre du PPRL.

Ph. Lalart précise que c'est le travail sur les étapes suivantes d'élaboration du PPR (enjeux et règlement) qui permettront de prévoir des équipements subventionnables.

En conclusion, l'ensemble des membres du comité de concertation mis en place dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention des risques littoraux de Oye Plage à Gravelines est invité à faire parvenir ses remarques par écrit à la DDTM 59 / Délégation Territoriale des Flandres à l'adresse suivante :

DDTM 59 / DT Flandres  
30 rue L'Hermitte  
BP 6533  
59386 Dunkerque Cedex

Le chef de la délégation territoriale

Sylvestre DELCAMBRE

Présents :

Messieurs BOUCHERY, Conseiller Municipal, Mairie de Gravelines

ALLEMAND, Directeur Général des Services, Mairie de Gravelines

DUMELIE, Directeur des Services Techniques, Mairie de Gravelines

LEUREGANS, Mairie de Gravelines

Messieurs MAJEWICZ, Maire de Oye-Plage,

VERMERSCH, Adjoint au Maire de Oye-Plage,

Monsieur LOEUILLEUX, Responsable des Services Techniques, Mairie de Grand-Fort-Philippe,

Messieurs ENGRAND, Maire de Saint-Folquin,

POULINOT, Adjoint au Maire de Saint-Folquin,

Monsieur POURRE, Maire de Vieille-Eglise,

Monsieur WAY, Maire de Nouvelle-Eglise,

Monsieur VANBOSSSEL, Maire de Saint-Omer-Cappelle,

Madame BEAUFILS, Maire de Offekerque,

Madame FERTON Nadine représentant Monsieur le Président du Conseil Régional du Nord-Pas de Calais

Messieurs BEUGNET, Président de la communauté de communes de la région d'Audruicq,

LENOIR, Directeur de la communauté de communes de la région d'Audruicq,

Madame TUAL représentant Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Dunkerque

Monsieur GALVEZ représentant Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Dunkerque

Monsieur PARENT, Président de l'Institution Interdépartementale des waterings

Monsieur SENAME Jean, Président de l'ADELFA

Mesdames HAEGEMAN et CAZIER, représentant l'association « Les Ecardiens »,

Monsieur DAVROUX représentant Monsieur le Directeur Général de Voies Navigables de France

Madame LESCIEUX représentant Monsieur le Directeur de la Chambre d'Agriculture de la Région Nord-Pas de Calais

Madame RICHARD représentant Monsieur le Directeur de l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région Flandre Dunkerque

Monsieur MENARD, représentant Monsieur le Sous-Préfet de Dunkerque,

Madame MANGUIN-DUFRAISSE, Sous-Préfète de Saint-Omer,

Monsieur MANIER, Secrétaire Général de la Sous-Préfecture de Saint-Omer,

Monsieur DOLIGEZ, Délégué Départemental de METEO-FRANCE,

Monsieur HENIQUE Julien représentant le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Monsieur LALART Philippe, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer - Nord,

Monsieur BRENNE Dominique, Adjoint au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer – Nord,

Monsieur DELCAMBRE Sylvestre, Responsable de la Délégation Territoriale des Flandres à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Nord,

Monsieur COUSIN, Service SSRC à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer – Nord,

Monsieur DEPECKER Pascal, Délégation Territoriale des Flandres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Nord,

Monsieur MATHON, Responsable du SER à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Pas de Calais,

Madame RENARD, Adjointe au Responsable du SER à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Pas de Calais,

Monsieur FOURDRINOY, Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Pas de Calais,

Monsieur LEPENNE, Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Pas de Calais,

Madame ZIOLKOWSKI, Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Pas de Calais,

Excusés :

Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,

Monsieur le Président de la 2ème section de waterings du Pas-de-Calais,

Monsieur le Délégué Interrégional de l'ONEMA,

Absents :

Monsieur le Maire de Saint-Georges sur l'Aa,

Monsieur le Président du Conseil Général du Nord,

Monsieur le Président du Conseil Général du Pas-de-Calais,

Monsieur le Président du Syndicat Mixte de la Côte d'Opale,

Monsieur le Président du Syndicat Mixte EDEN62,

Monsieur le Président du Syndicat Mixte du Pays du Calaisis,

Monsieur le Président du Syndicat des Dignes et Dunes du Calaisis,

Monsieur le Président de la 1ère section de wateringues du Pas-de-Calais,  
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Cote d'Opale,  
Monsieur le Président de l'Université du Littoral Côte d'Opale,  
Monsieur le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois Picardie,  
Monsieur le Directeur du Service Interministériel de Défense et Protection Civile,  
Monsieur le Responsable des Affaires Maritimes du Littoral,  
Monsieur le Chargé de Mission du Conservatoire du Littoral,